

MOUVEMENT POUR
LA RENAISSANCE
DU CAMEROUN



CAMEROUN
RENAISSANCE
MOVEMENT

AUTORISATION MINATD N°000221 DU 25 JUILLET 2008/ LETTRE MINATD N°0002249/LMINATD/DAP/SDE/STP DU 02 AOÛT 2012

DÉCLARATION SUR LA FORFAITURE ELECTORALE DU DIRECTEUR GENERAL D'ELECAM, MONSIEUR ÉRIC ESSOUSSE, ET DEMANDE DE SA DÉMISSION OU DE SA RÉVOCATION AINSI QUE DE CELLE DES MEMBRES DU CONSEIL ÉLECTORAL, POUR COMLOT CONTRE LA PAIX AU CAMEROUN.

Monsieur le Directeur Général d'ELECAM Éric ESSOUSSE, est en mission commandée contre le peuple camerounais. J'appelle solennellement à sa démission ou à sa révocation immédiate, à celle des membres du Conseil électoral d'ELECAM, afin de préserver la paix dans notre pays. Malgré les budgets colossaux dont ELECAM bénéficie depuis plus de dix ans, en particulier pendant les années électorales, monsieur le Directeur Général et les membres du Conseil électoral sont plus soucieux de leur train de vie et privilèges divers que de doter l'organe en charge des élections de kits en nombre suffisant ainsi que des moyens logistiques pour l'enrôlement normal des électeurs.

Comment monsieur Éric ESSOUSSE qui refuse depuis cinq mois de publier la liste nationale des électeurs, en totale violation de la loi, peut-il oser évoquer les horaires d'ouverture des services pour empêcher des millions de Camerounais de se mettre en capacité d'exercer un de leurs droits citoyens fondamentaux, à savoir le droit de vote qui n'est effectif que par l'inscription sur une liste électorale ?

Comment lui, dont les agents viennent d'être pris en flagrant délit de fraudes d'inscriptions en coaction avec des fonctionnaires de police chargés de l'identification dans le domicile d'un militant du RDPC à Massangam, lui qui n'a toujours pas ouvert les inscriptions à tous les Camerounais dans la diaspora, peut-il se permettre d'empêcher aux Camerounais de base de s'inscrire sur les listes électorales après leurs longues journées de labeur, ces Camerounais qui travaillent comme des forçats pour gagner leur pitance journalière pendant que monsieur le Directeur Général d'ELECAM et les heureux membres du Conseil électoral vivent confortablement avec l'argent de leurs impôts ?

Il faut le souligner : les agents d'ELECAM ne sont pas des fonctionnaires. Et ELECAM n'a

qu'une seule mission : préparer en permanence et en tout temps les élections dont l'acte majeur premier pour tout citoyen reste l'inscription sur les listes électorales.

ELECAM multiplie les séminaires à perdiems les samedis et les dimanches sans qu'on invoque les horaires et les jours ouvrables. De même, ses dirigeants roulent à bord de leurs luxueuses voitures de fonction tous les weekends sans que cela ne leur pose aucun problème non plus.

Comment monsieur Éric ESSOUSSE entend t-il réparer l'énorme préjudice qu'ELECAM a causé aux Camerounais qui n'ont toujours pas vu la liste nationale des électeurs que le Code Électoral lui impose de publier à la fin du mois de décembre chaque année et qui leur permettrait de s'assurer qu'ils figurent bel et bien sur la liste ou de demander des corrections en cas d'erreur ou d'omission de leurs noms ? Comment compte t-il réparer le tort fait à ceux qui ne parviennent pas à s'inscrire sur les listes électorales faute de kits d'inscription fonctionnels et disponibles en quantité, à ceux de la diaspora à qui ELECAM empêche délibérément de s'inscrire depuis cinq mois ? Monsieur Eric ESSOUSSE et les membres du Conseil électoral d'ELECAM sont un danger pour l'exercice des libertés politiques fondamentales du peuple camerounais. Monsieur ESSOUSSE veut jouer à l'Hercule politique, héros improbable d'une tragédie politique dont il essaie de mettre en place les éléments. Avec l'accompagnement du Conseil électoral, il croit pouvoir sauver le RDPC d'une débâcle électorale annoncée. Dans une précédente vie au Ministère de l'Administration territoriale il avait été époustouflant dans son rôle de fossoyeur des libertés publiques, notamment les libertés de la presse et d'information. Cette fois-ci, à ELECAM, il a sans doute promis de se surpasser et de faire des miracles. Que de vanité façon à un peuple réveillé, debout et désormais pleinement conscient de ses responsabilités dans son destin et celui de son pays. Comment des citoyens camerounais payés avec les impôts du peuple camerounais, peuvent-ils travailler à ce point contre ce même peuple, contre la démocratie et pour un seul et même parti, le RDPC, qui a plongé notre pays dans les abysses en quatre décennies d'exercice ininterrompu et solitaire du pouvoir ? Cela ne peut plus continuer, cela ne doit plus continuer. Que les autorités politiques prennent leurs responsabilités face à ce regroupement d'individus sans foi ni loi s'ils n'avaient pas l'élégance de démissionner eux-mêmes. Il y va de la préservation de la paix dans notre pays.

En attendant, j'appelle les millions de Camerounais dont chacun peut aisément lire dans leur détermination à s'inscrire massivement sur les listes électorales une envie brûlante et irrésistible de changement et d'alternance lors des différentes élections à venir, à ne pas se laisser décourager par Monsieur ESSOUSSE et les membres du Conseil électoral d'ELECAM. Peuple Camerounais debout, je vous invite à donner à leur forfaiture une réplique citoyenne mémorable en allant encore plus massivement vous inscrire sur les listes électorales, en invitant les membres de vos familles, collègues et amis à y aller eux aussi, par milliers voire par millions, et y inviter

à leur tour d'autres Camerounais. Faisons-le afin d'aller tout aussi massivement, le moment venu, sanctionner dans les urnes et dans la paix le régime que les dirigeants d'ELECAM veulent à nouveau nous imposer par les fraudes lors des différentes élections à venir.

Fait à Yaoundé le 30 avril 2024

Le Président National du MRC

Maurice KAMTO.